

ORDONNANCE N° 2020/001 DU 03 JUIN 2020

modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;

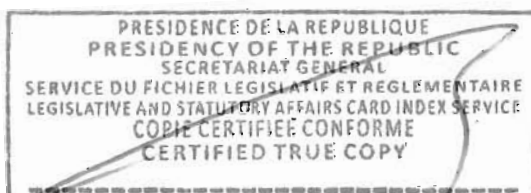
Vu la loi n° 2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 ;

Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}.

- (1) Sont insérées dans la loi de finances du 24 décembre 2019 susvisée, après les dispositions des articles treizième, quatorzième, quinzième, vingt-sixième, trente-sixième, et cinquante-septième, respectivement, les articles treizième-bis, quatorzième-bis, quinzième-bis, vingt-sixième-bis, trente-sixième-bis et cinquante-septième-bis, ainsi que cinquante-septième-ter ;
- (2) Sont également modifiées et complétées, les dispositions des articles quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquante-unième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième de la même loi ainsi qu'il suit :



**« PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**

**TITRE DEUXIEME :
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ET TAXES DE DOUANE**

ARTICLE TREIZIEME (bis).- Exonération totale des droits et taxes de douane à l'importation de produits et matériels de prévention et de lutte contre la COVID-19

1. Les produits ci-après, destinés à la prévention et à la lutte contre la pandémie de la COVID-19 sont exonérés de droits et taxes de douane à l'importation, pour une période de six (06) mois :

Désignation	Tarif douanier
Trousseaux d'essai de la COVID-19 et autres appareils pour tests de diagnostic	3822.00 ; 3002.15 ; 9027.80
Thermomètres	9025.11 ; 9025.19
Gants à usage médical et chirurgical	3926.20 ; 4015.11 ; 4015.19 ; 6116.10 ; 6216.00 ;
Blouses, tabliers et autres vêtements de protection à usage médical	3926.20 ; 6210.10 à 6210.50
Filets à cheveux jetables	6505.00
Lunettes protectrices jetables, à usage médical	9004.90.20.000
Masques de protection du visage et des yeux	3926.20 ; 6307.90 ; 9020.00
Appareils respiratoires, appareils d'oxygénation par membrane extracorporelle et autres appareils d'oxygénothérapie	9018.90 9019.20
Désinfectants pour les mains, préparations désinfectantes et autres désinfectants chimiques	3808.94
Solution d'alcool	2207.10
Stérilisateurs médicaux, chirurgicaux ou de laboratoire	8419.20
Peroxyde d'hydrogène en vrac, sous forme de médicament ou sous forme de préparations désinfectantes pour le nettoyage des surfaces	2847.00 ; 3004.90 3004.94 ; 3808.94
Scanners de tomographie, pilotés par une machine automatique de traitement de l'information	9022.12
Autres matériels de recherche à usage médical	3815 ; 3821.00
Produits immunologiques utilisés pour le traitement de la Covid-19	3002.13 à 3002.19

2. Le bénéfice des exonérations visées à l'alinéa premier ci-dessus est exclusif aux commandes du Ministère de la Santé Publique et de ses démembrements, aux professionnels agréés par ledit Ministère, ainsi qu'aux personnes disposant des licences prévues par la réglementation en vigueur.
3. Les produits et matériels non cités dans la liste de l'alinéa premier ci-dessus, qui s'avèrent postérieurement utiles à la prévention ou au traitement du COVID-19, peuvent également bénéficier de l'exonération totale des droits et taxes de douane pendant la même période de six (06) mois, sous réserve de leur validation préalable par les Ministres en charge de la santé publique et des finances.
4. Les articles cités aux alinéas 1 et 3 ci-dessus sont interdits de réexportation pendant la même période de six (06) mois. Toutefois, en cas d'éradication de la COVID-19 sur l'ensemble du territoire national, ces produits peuvent être réexportés avant le délai de six (06) mois après une autorisation délivrée par le Ministre en charge de la santé publique. Dans tous les cas, ces réexportations se font suivant le régime fiscal de droit commun.
5. L'affectation des produits et matériels bénéficiaires des exonérations visées aux alinéas 1 et 3 ci-dessus à d'autres destinations autres que la lutte contre la COVID-19, ainsi que la réexportation frauduleuse desdits produits, exposent les contrevenants aux peines prévues par le Code des Douanes CEMAC et le Code Général des Impôts, sans préjudice du rappel des impôts, droits et taxes dus.

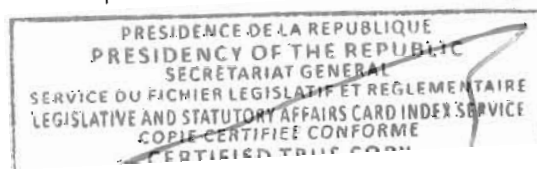
ARTICLE QUATORZIEME (bis).- Suspension de la perception des intérêts de retard au paiement des droits et taxes de douane

La perception des intérêts de retard au paiement des droits et taxes de douane, instituée par l'article deuxième (9) de la loi de finances 2018, est suspendue pour une période de six (06) mois, en soutien à l'activité économique.

CHAPITRE DEUXIEME
DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE GENERAL DES IMPOTS

ARTICLE QUINZIEME (bis).- 1.- Les dons et libéralités consentis à l'Etat ou ses démembrements dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 sont totalement déductibles pour le calcul de l'impôt sur les sociétés.

2.- (a) Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les achats des équipements, matériels et produits destinés à la lutte contre le coronavirus listés ci-après :



N° Tarif	Désignation
3822.00 ; 3002.15 ; 9027.80	Trousseaux d'essai de la COVID-19 et autres appareils de diagnostic
9025.11 ; 9024.19	Thermomètres
3926.20 ; 4015.11 ; 4015.19 ; 6116.10 ; 6216.00	Gants à usage médical et chirurgical
3926.20 ; 6210.10 à 62100.50	Blouses, tabliers et autres vêtements de protection à usage médical
6505.00	Filets à cheveux jetables à usage médical
9004.90.20.000	Lunettes protectrices jetables, à usage médical
3926.20 ; 6307.90 ; 9020.00	Masque de protection du visage et des yeux
9018.90 ; 9019.20	Appareils respiratoires, appareils d'oxygénation par membrane extracorporelle et autres appareils d'oxygénothérapie
3808.94	Désinfectants pour les mains, préparations désinfectantes et autres désinfectants chimiques
2207.10	Solution d'alcool
8419.20	Stérilisateur médicaux, chirurgicaux ou de laboratoire
2847.00 ; 3004.90 ; 3004.94 ; 3808.94	Peroxyde d'hydrogène en vrac, sous forme de médicament ou sous forme de préparation désinfectante pour le nettoyage des surfaces
9022.12	Scanners de tomographie, pilotés par une machine automatique de traitement de l'information
3815 ; 3821.00	Autres matériels de recherche à usage médical
3002.13 à 3002.19	Produits immunologiques utilisés pour le traitement de la Covid-19

(b) Sous réserve d'une validation des Ministres en charge des finances et de la santé publique, les produits et matériels ne figurant pas sur la liste visée à l'alinéa ci-dessus, qui s'avèrent utiles à la prévention, au dépistage ou au traitement de la Covid-19, peuvent également bénéficier de l'exonération de TVA.

3.- Sont exonérés de la taxe à l'essieu au titre du deuxième trimestre de l'exercice 2020, les transporteurs assujettis à ladite taxe.

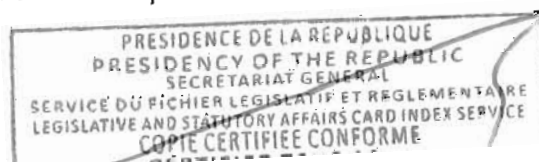
4.- Sont exonérés de l'impôt libératoire au titre du deuxième trimestre de l'exercice 2020, les transporteurs par taxis et motos-taxis, ainsi que les revendeurs de vivres.

5.- Sont exonérés de la taxe de stationnement au titre du deuxième trimestre de l'exercice 2020, les transporteurs par taxis et motos-taxis.

6.- Sont exonérés de la taxe de séjour pour le reste de l'exercice 2020, les établissements d'hébergement classés ou non.

7.- Sont exonérés des droits de place sur les marchés au titre du deuxième trimestre de l'exercice 2020, les revendeurs de vivres relevant du régime de l'impôt libératoire.

8.- Est reportée au 31 décembre 2020, la date limite de paiement de la taxe sur la propriété foncière due pour le compte de l'exercice fiscal 2020.



CHAPITRE QUATRIEME
AFFECTATION DES RECETTES

SECTION 1
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE VINGT-SIXIEME (bis).- (1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales** ».

(2) Le Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales a pour objet la prise en charge des besoins liés à la lutte contre la pandémie du coronavirus au Cameroun, ainsi que ceux relatifs aux interventions de l'Etat dans le cadre de l'atténuation des conséquences économiques, financières et sociales de cette pandémie, et des mesures restrictives prises par le Gouvernement.

(3) Le Fonds spécial de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales retrace :

1. En recettes :

a) les versements à caractère non fiscal des personnes physiques ou morales, notamment les bailleurs de fonds internationaux, pour concourir à la lutte contre la Covid-19 ;

b) les produits des legs et donations attribués à l'Etat ;

c) les versements du budget général.

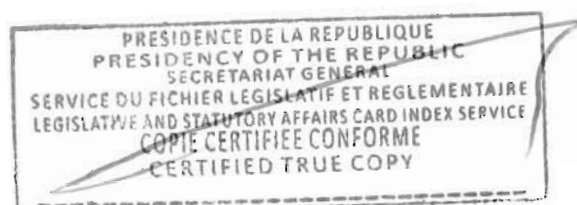
2. En dépenses :

a) les dépenses sanitaires liées à la lutte contre la pandémie à la Covid-19 ;

b) les dépenses de soutien social de l'Etat aux personnes vulnérables et affectées par la crise sanitaire à la Covid-19 ;

c) les aides financières de l'Etat aux entreprises sous pression dans les secteurs d'activités affectés par la pandémie à la Covid-19 ;

d) le financement de la recherche et de l'innovation dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.



ARTICLE TRENTE-SIXIEME (bis).- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds spécial de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales est fixé à FCFA cent quatre-vingt milliards (180 000 000 000) pour l'exercice 2020.

TITRE TROISIEME :
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

CHAPITRE PREMIER :
EVALUATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

ARTICLE QUARANTE-QUATRIEME (nouveau).- Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 sont évalués à **4 409 047 000 000 francs CFA** et se décompensent comme suit :

(Unité : millions FCFA)

IMPUTATION	LIBELLE	2019	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	A-RECETTES	3 730 000	3 719 200	-768 653	2 950 547
	TITRE I - RECETTES FISCALES	2 924 000	2 962 200	-587 353	2 374 847
721	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	291 600	315 320	-40 794	274 526
723	IMPOTS SUR LES BENEFICES DES SOCIETES NON PETROLIERES	360 000	370 000	-39 947	330 053
724	IMPOTS SUR LES REVENUS SERVIS AUX PERSONNES DOMICILIEES HORS CAMEROUN	68 000	100 000	-18 361	81 639
728	IMPOTS SUR LES MUTATIONS ET LES TRANSACTIONS	60 350	60 370	-5 608	54 762
730	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES	1 290 588	1 210 928	-298 017	912 911
731	TAXES SUR DES PRODUITS DETERMINEES ET DROITS D'ACCISES	358 003	404 908	-69 022	335 886
732	TAXES SUR DES SERVICES DETERMINEES	5 280	2 600	-201	2 399
733	IMPOTS SUR LE DROIT D'EXERCER UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE	12 270	13 680	-899	12 781
735	AUTRES IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	9 200	10 930	-875	10 055
736	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	380 084	359 361	-68 411	290 950
737	DROITS ET TAXES A L'EXPORTATION ET AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR	30 325	47 103	-15 595	31 508
738	DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	57 300	65 800	-29 283	36 517
739	AUTRES IMPOTS ET TAXES NON CLASSES AILLEURS	1 000	1 200	-340	860
	TITRE II - DONS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS	100 000	102 000	0	102 000
769	DONS EXCEPTIONNELS DE LA COOPERATION	100 000	102 000	0	102 000

(Unité : millions FCFA)

IMPUTATION	LIBELLE	2019	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	INTERNATIONALE				
	TITRE III - CONTISATIONS SOCIALES	65 048	60 000	0	60 000
761	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET ASSIMILES RELEVANT DES APU	65 048	60 000	0	60 000
	TITRE IV - AUTRES RECETTES	640 952	595 000	-181 300	413 700
710	DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	21 170	60 183	0	60 183
714	VENTES ACCESSOIRES DE BIENS	86	79	0	79
716	VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES	29 244	21 623	0	21 623
719	LOYERS DES IMMEUBLES ET REVENUS DES DOMAINES	4 553	4 200	0	4 200
741	REVENUS DU SECTEUR PETROLIER	531 000	468 000	-181 300	286 700
745	PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR	53 365	39 500	0	39 500
771	AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES	1 534	1 415	0	1 415
	B - EMPRUNTS ET DONS	1 482 000	1 232 500	363 000	1 595 500
150	TIRAGES SUR LES EMPRUNTS MULTILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR	245 416	251 987	-36 796	215 191
151	TIRAGES SUR LES EMPRUNTS BILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR	445 427	457 353	-66 784	390 569
152	APPUI BUDGETAIRES	358 000	115 500	325 000	440 500
153	TIRAGES SUR EMPRUNTS A DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS	56 157	57 661	-8 420	49 241
161	EMISSIONS DES BONS DU TRESOR SUPERIEURS A DEUX ANS	377 000	350 000	150 000	500 000
	C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT	0	0	137 000	137 000
	PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE			137 000	137 000
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, NET DES PRELEVEMENT (A+B-C)		5 212 000	4 951 700	-542 653	4 409 047

ARTICLE QUARANTE-CINQUIEME (nouveau).- Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2020 sont évaluées à **223 700 000 000 francs CFA** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :



(Unité: milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
Compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle		1 000 000		1 000 000
1	Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore	200 000		200 000
2	Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées	550 000		550 000
3	Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle	50 000		50 000
4	Droits issus de l'activité des spectacles	130 000		130 000
5	Droits d'exploitation du patrimoine culturel	13 000		13 000
6	Droits d'exploitation des activités liées à la cinématographie	5 000		5 000
7	Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture	20 000		20 000
8	Droits d'exploitation des activités du livre et de la lecture	2 000		2 000
9	Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium	30 000		30 000
Compte d'affectation spéciale pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs		1 000 000		1 000 000
1	Redevance perçue des établissements de tourisme (Panonceaux)	50 000		50 000
2	Quote-part des droits d'accès aux parcs nationaux	5 000		5 000
3	Droits de licence	25 000		25 000
4	Location des établissements hôteliers construits sur capital public et confié en gérance libre	150 000		150 000
5	Location immeuble bâtis ou non	10 000		10 000
6	Concession à des Personnes physiques ou morales des sites touristiques	5 000		5 000
7	Autres transferts/ Dons et Legs	10 000		10 000
8	Pénalités	10 000		10 000
9	Amendes pour absences d'autorisations d'ouverture ou de construire	200 000		200 000
10	Amendes pour production tardive de statistiques	10 000		10 000
11	Défaut d'apposition ou apposition frauduleuse de panonceaux	15 000		15 000
12	Autres amendes	10 000		10 000
13	Quote-part du produit de la taxe de séjour	500 000		500 000
Fonds spécial de protection de la faune		500 000		500 000
1	Report du solde de l'exercice 2019	50 000		50 000
2	Permis sportif	60 000		60 000
3	Permis de capture	5 000		5 000
4	Permis de recherche	5 000		5 000
5	Permis de collecte	10 000		10 000
6	Licence	65 500		65 500
7	Taxes	150 000		150 000
8	Autres taxes	70 000		70 000
9	produit des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis.	70 000		70 000
10	frais de dossiers des appels d'offres	12 000		12 000

(Unité: milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
11	Autres produits et produits divers	2 500		2 500
Compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement				
1	Taxe d'assainissement	200 000		200 000
2	Redevance de prélèvement des eaux	250 000		250 000
3	Amendes et transactions	50 000		50 000
Fonds spécial de développement forestier				
1	Vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000	2 500 000		2 500 000
2	Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO)	30 000		30 000
3	Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO)	37 500		37 500
4	Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB)	10 000		10 000
5	Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB)	22 500		22 500
6	Autorisations d'ouverture des parcs de rupture ;	200 000		200 000
7	Permis Cites	200 000		200 000
Fonds national de l'environnement et du développement durable				
1	Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement	124 000		124 000
2	Sommes recouvrées aux fins de remise en l'état des sites	1 000		1 000
3	Frais d'examen des Termes de Références (TDR) relatifs aux Études d'Impact Environnemental et Social et Audits Environnementaux	460 000		460 000
4	Frais d'examen des rapports d'Études d'Impact Environnemental et Social et d'audits environnementaux	511 000		511 000
6	Frais de visas techniques	13 000		13 000
7	Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets	50 000		50 000
8	Frais d'examen des dossiers de permis environnemental	40 000		40 000
11	Dons, legs et aides diverses	1 000		1 000
Fonds spécial pour le développement des télécommunications				
1	Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	8 000 000		8 000 000
2	Reste des contributions annuelles à recouvrer	3 000 000		3 000 000
3	Report solde 2019	19 000 000		19 000 000

(Unité: milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
Fonds spécial des activités de sécurité électronique		1 500 000		1 500 000
1	Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes ;	5 000		5 000
2	Redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques	1 000 000		1 000 000
3	Report solde 2019	495 000		495 000
Compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal		1 000 000		1 000 000
1	Droits d'entrée	458 000		458 000
2	Droits proportionnels	240 000		240 000
3	Frais d'étude	2 000		2 000
4	Report 2019	300 000		300 000
Compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport		4 000 000		4 000 000
1	Permis de conduire	1 130 462		1 130 462
2	Cartes grises	2 234 040		2 234 040
3	Cartes bleues	512 021		512 021
4	Licences de transports	95 128		95 128
5	Agrément des établissements de formation à la conduite automobile	3 000		3 000
6	Agrément donnant lieu à la profession de gestionnaire de terminale	600		600
7	Agrément donnant lieu à la profession de gestionnaire de voyages dans un terminal	150		150
8	Agrément donnant lieu à la profession d'organisateur de transports routiers de marchandises	500		500
9	Agrément donnant lieu à la profession de groupeur de marchandises	100		100
10	Certificat d'Immatriculation Wagon Garage	24 000		24 000
Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale			180 000 000	180 000 000
1	Fonds de concours		43 000 000	43 000 000
	Union Européenne (UE)		2 000	2 000
	Banque Mondiale (BM)		22 000	22 000
	Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME)		9 000	9 000
	Agence Française de Développement (AFD)		6 500	6 500
	Autres versements des personnes physique et morale		3500	3500
2	Versements du budget général		137 000 000	137 000 000
TOTAL DES RECETTES DES CAS		43 700 000	180 000 000	223 700 000



CHAPITRE DEUXIEME

EVALUATIONS DES CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE QUARANTE-SIXIEME (nouveau).- Les dépenses du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 sont évaluées à **4 409 047 000 000 francs CFA** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(En milliers de FCFA)

COD E	LIBELLE	PREVISION 2019	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	DETTE	1 091 000 000	720 000 000	-98 200 000	621 800 000
1	Opérations financières à long et moyen terme	1 091 000 000	720 000 000	-98 200 000	621 800 000
15	Remboursement du principal de la dette à long et moyen terme à l'extérieur	381 000 000	302 200 000	-98 200 000	204 000 000
150	Remboursements de la dette extérieure multilatérale	141 000 000	70 000 000	0	70 000 000
151	Remboursements de la dette extérieure bilatérale	240 000 000	232 200 000	-98 200 000	134 000 000
16	Remboursement du principal de la dette à long et moyen terme à l'intérieur	710 000 000	417 800 000	0	417 800 000
160	Remboursements du principal des emprunts intérieurs à long et à moyen terme	710 000 000	417 800 000	0	417 800 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	1 478 000 000	1 496 310 000	-242 000 441	1 254 309 559
2	Comptes des valeurs immobilisées	1 478 000 000	1 496 310 000	-242 000 441	1 254 309 559
20	Frais amortissables, immobilisations incorporelles	137 899 880	213 380 735	-47 354 412	166 026 324
201	Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions	8 081 000	8 139 545	-124 545	8 015 000
202	Etudes d'organisation	116 918 851	189 674 329	-42 558 995	147 115 335
203	Etudes de construction	8 178 932	13 293 994	-4 207 872	9 086 122
204	Etudes économiques	1 665 351	735 950	-375 000	360 950
205	Recensements, études démographiques ou de population	2 500 000	1 042 500	0	1 042 500
206	Etudes sociologiques et de sciences humaines	15 346		0	0
207	Etudes sectorielles spécifiques	540 400	494 417	-88 000	406 417
21	Terrains	3 556 303	907 037	-106 700	800 337
210	Acquisitions de Terrains	1 171 611	303 408	-56 700	246 708
211	Indemnités de déguerpissement	2 384 692	603 629	-50 000	553 629
22	Immobilisations corporelles	1 087 769 478	1 024 766 251	-138 329 251	886 437 164
220	Travaux de mise en valeur des terres	39 393 037	43 564 144	-6 165 000	37 399 144
221	Acquisitions d'immeubles	617 895	1 044 742	-315 000	729 742
222	Construction, agrandissement, réhabilitation d'immeubles	215 355 825	154 042 355	-23 338 428	130 703 927
223	Rénovation et gros entretien des immeubles	3 962 683	14 564 556	-653 307	13 911 249
224	Achats, installations et rénovations des équipements des immeubles	166 378 446	144 958 051	-23 068 587	121 889 464
225	Voiries et réseaux, ouvrages d'art, travaux d'infrastructures	533 966 426	590 126 459	-67 025 504	523 100 955
226	Achat de matériel et mobilier de bureau	3 218 587	2 944 410	-658 006	2 286 404
227	Acquisition et rénovation des machines et matériels	110 134 876	61 411 285	-9 725 919	51 685 366
228	Acquisition des matériels de transport	14 673 203	12 039 411	-7 379 499	4 659 912
229	Autres immobilisations corporelles	68 500	71 000	0	71 000
23	Immobilisations sur Fonds de Contrepartie	113 935 146	96 678 000	-15 680 000	80 998 000
231	Immobilisations sur contreparties en dépenses réelles	73 830 462	73 580 000	-12 600 000	60 980 000
232	Immobilisations sur contreparties en impôts et taxes	40 104 684	23 098 000	-3 080 000	20 018 000
26	Titre à long et moyen terme, Participations et affectations	40 000 000	30 000 000	-10 712 000	19 288 000

(En milliers de FCFA)

COD E	LIBELLE	PREVISION 2019	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
260	Prises de participation	40 000 000	30 000 000	-10 712 000	19 288 000
27	Immobilisations non réparties	27 866 935	61 791 650	-18 076 008	43 715 642
271	Transferts en capital à d'autres administrations		293 000	0	293 000
272	Transferts en capital au secteur productif		100 000	0	100 000
279	Immobilisations non définies	27 866 935	61 398 650	-18 076 008	43 322 642
28	Transferts en capital	66 972 258	68 786 162	-11 742 070	57 044 092
281	Transferts en capital aux autres administrations publiques	40 605 675	48 524 282	-10 596 407	37 927 876
282	Transferts en capital au secteur productif privé		7 500 000	-300 000	7 200 000
283	Transferts en capital aux institutions financières	316 450	520 000	-295 000	225 000
284	Transferts en capital aux institutions à but non lucratif	20 350 133	2 398 880	-550 663	1 848 217
285	Transferts en capital aux ménages	2 500 000	2 440 000	0	2 440 000
286	Transferts en capital aux ménages	3 200 000	7 403 000	0	7 403 000
DÉPENSES COURANTES		2 859 000 000	2 735 390 000	-202 452 559	2 532 937 441
6	Opérations courantes	2 859 000 000	2 735 390 000	-202 452 559	2 532 937 441
61	Consommations des biens et services	501 195 097	517 282 732	-94 860 169	422 422 562
610	Fournitures, petits matériels et entretien courant	96 490 688	91 678 407	-12 890 264	78 788 143
611	Achats de fournitures techniques spécifiques	56 763 508	62 501 652	-3 375 468	59 126 184
612	Carburants et lubrifiants	34 156 098	37 763 200	-6 671 126	31 092 075
613	Frais de transport	17 521 891	16 804 048	-4 078 255	12 725 793
614	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	25 463 391	25 662 647	-3 761 829	21 900 818
615	Loyers et charges locatives	12 718 821	12 472 980	-336 769	12 136 211
616	Frais d'entretien, maintenance et sécurité	19 831 055	21 628 413	-4 973 273	16 655 140
617	Frais de représentation, de mission, de réception et cérémonies	73 305 505	76 290 619	-17 745 901	58 544 717
618	Rémunérations des services extérieurs	161 097 230	168 463 461	-40 484 525	127 978 937
619	Entretien des routes, voiries, ouvrages d'art et infrastructures	3 846 909	4 017 304	-542 760	3 474 544
62	Salaires	1 032 173 850	1 070 152 799	-30 004 931	1 040 147 868
621	Traitement brut du personnel sous statut général de la fonction publique	862 664 329	897 096 266	-30 752 236	866 344 031
622	Traitement brut du personnel sous statut particulier de la fonction publique	105 334 907	103 733 008	505 350	104 238 358
623	Traitement brut des élèves en formation		1 484 000	0	1 484 000
624	Traitement brut du personnel à solde globale	7 721 915	7 417 290	241 954	7 659 244
625	Traitement brut du personnel hors statut	207 849	535 436	0	535 436
626	Primes gratifications et autres indemnités hors solde	36 691 393	38 111 063	0	38 111 063
627	Rémunération du personnel hors solde	4 701 185	4 535 661	0	4 535 661
628	Rémunération du personnel temporaire	9 304 135	11 499 618	0	11 499 618
629	Autres dépenses de personnel	5 548 137	5 740 456	0	5 740 456
63	Impôts et taxes à verser	808 400	26 000	-5 200	20 800
631	Impôts, taxes et versement assimilés	808 400	26 000	-5 200	20 800
64	Frais financiers	208 000 000	219 920 000	0	219 920 000
641	Frais financiers ordinaires	140 000 000	150 000 000	0	150 000 000
642	Intérêts et commissions des emprunts intérieurs à long et à moyen terme	27 000 000	29 920 000	0	29 920 000
644	Intérêts et commissions des emprunts intérieurs à long et moyen terme	21 000 000	20 000 000	0	20 000 000
647	Intérêts et commissions de la dette auprès d'organismes privés extérieurs	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000
65	Subventions à verser	160 265 534	148 526 176	0	148 526 176
651	Subventions d'équilibre aux établissements marchands	1 800 000	1 922 800	0	1 922 800
652	Subventions de fonctionnement aux établissements	156 039 734	144 086 376	0	144 086 376

(En milliers de FCFA)

COD E	LIBELLE	PREVISION 2019	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	non marchands				
653	Subventions d'équipement	2 425 800	2 517 000	0	2 517 000
66	Transferts à verser	314 064 241	328 564 095	-14 731 548	313 832 547
661	Prestations sociales	216 720 569	237 081 818	-200 747	236 881 071
662	Transferts courants aux autres unités administratives	87 068 371	78 673 957	-14 512 000	64 161 957
664	Contributions aux organisations internationales	10 275 302	12 808 320	-18 801	12 789 519
67	Autres charges	313 771 924	212 291 565	-65 000 000	147 291 565
671	Opérations de dépenses hors achats de biens et services	103 397 137	75 492 985	0	75 492 985
672	Transferts courants aux administrations, entreprises et ménages	210 374 787	136 798 580	-65 000 000	71 798 580
69	Provisions	328 720 953	238 626 633	2 149 289	240 775 922
690	Provisions	328 720 953	238 626 633	2 149 289	240 775 922

	TOTAL DETTE	1 091 000 000	720 000 000	-98 200 000	621 800 000
	TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	1 478 000 000	1 496 310 000	-242 000 441	1 254 309 559
	TOTAL DEPENSES COURANTES	2 859 000 000	2 735 390 000	-202 452 559	2 532 937 441
	TOTAL	5 428 000 000	4 951 700 000	-542 653 000	4 409 047 000

ARTICLE QUARANTE-SEPTIEME (nouveau).- Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2020 sont évaluées à **223 700 000 000 francs CFA** et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité: milliers FCFA)

	LIBELLE DE LA DEPENSE	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	Compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle	1 000 000	0	1 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	33 000		33 000
	DÉPENSES COURANTES	967 000		967 000
	Compte d'affectation spéciale pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs	1 000 000	0	1 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL			
	DÉPENSES COURANTES	1 000 000		1 000 000
	Fonds Spécial de Protection de la Faune	500 000		500 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	302 000		302 000
	DÉPENSES COURANTES	198 000		198 000

(Unité: milliers FCFA)

	LIBELLE DE LA DEPENSE	2020 VOTE	AJUSTEMENT	2020 MODIFIE
	Compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement	500 000	0	500 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	418 500		418 500
	DÉPENSES COURANTES	81 500		81 500
	Fonds spécial de développement forestier	3 000 000		3 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	1 800 000		1 800 000
	DÉPENSES COURANTES	1 200 000		1 200 000
	Fonds National de l'Environnement et du Développement durable	1 200 000	0	1 200 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	450 480		450 480
	DÉPENSES COURANTES	749 520		749 520
	Fonds spécial pour le développement des télécommunications	30 000 000	0	30 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	26 000 000		26 000 000
	DÉPENSES COURANTES	4 000 000		4 000 000
	Fonds spécial des activités de sécurité électronique	1 500 000	0	1 500 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	331 000		331 000
	DÉPENSES COURANTES	1 169 000		1 169 000
	Compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal	1 000 000	0	1 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL	769 415		769 415
	DÉPENSES COURANTES	230 585		230 585
	Compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport	4 000 000	0	4 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL			
	DÉPENSES COURANTES	4 000 000		4 000 000
	Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale		180 000 000	180 000 000
	DÉPENSES EN CAPITAL		30 000 000	30 000 000
	DÉPENSES COURANTES		150 000 000	150 000 000
	TOTAL DES RECETTES DES CAS	43 700 000	180 000 000	223 700 000

CHAPITRE TROISIEME : EQUILIBRE BUDGETAIRE

ARTICLE QUARANTE-HUITIEME (nouveau).- L'équilibre du budget qui résulte des évaluations modifiées des recettes et de l'ajustement des plafonds des dépenses du budget général de l'État présentés aux articles quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième ci-dessus est révisé aux montants suivants pour l'exercice 2020 :

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
I. BUDGET GENERAL			
RECETTES INTERNES	2 950,5	DEPENSES COURANTES	2 443,3
Recettes fiscales brutes	2 374,8	Intérêts et commissions	202,3
dont remboursement des crédits TVA	72,0	Dépenses de personnel	1 036,2
Recettes fiscales nettes	2 302,8	Biens et services	677,0
Recettes pétrolières	269,7	Transferts courants	527,9
Recettes non fiscales	204,0	Dont subventions versées aux CAS	0,0
Total Recettes internes nettes	2 776,5	DEPENSES EN CAPITAL	1 254,3
DONS	102,0	Financements extérieur	684,0
Dons programmes	73,0	Ressources propres	542,2
Dons projets	29,0	Participation/Restructuration	28,1
RECETTES EXCEPTIONNELLES	0,0	AUTRES DEPENSES	0,0
Recettes de privatisations		Prêts nets	0,0
Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité national pour la lutte contre le Coronavirus	137,0		
RECETTES NETTES BUDGET GENERAL	2 741,5	DEPENSES BUDGET GENERAL	3 697,6
II – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
Comptes d'affectation spéciale	193,2	Comptes d'affectation spéciale	223,7
Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale	149,5	Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale	180,0
Fonds de concours Covid-19	12,5	Fonds de concours Covid-19	43,0
Autres Comptes d'Affectation Spéciale	43,7	Autres Comptes d'Affectation Spéciale	43,7
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT	2 934,7	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT	3 921,3
III - SOLDES			
	Montant	% du PIB	
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	-986,6	-4,5	
SOLDE GLOBAL	-986,6	-4,5	
SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC	-855,7	-3,9	

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

CHAPITRE QUATRIEME : FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATION

ARTICLE QUARANTE-NEUVIEME (nouveau).- Pour l'exercice 2020 les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier du budget de l'Etat sont évaluées comme suit :

(En milliards de FCFA)

BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE	MONTANT	RESSOURCES DE FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE	MONTANT
Déficit budgétaire global	986,6	Prêts projets	655,0
Amortissement de la dette (hors correspondants)	685,4	Emission des Titres publics	420,0
<i>Dette extérieure</i>	339,6	Appuis Budgétaires	214,5
<i>Dette intérieure</i>	345,8	Financement bancaire	152,0
Restes à payer/Arriérés intérieurs y compris dette non structurée	72,0	<i>Dont compte séquestre TVA</i>	72,0
Remboursement des crédits TVA	72	Financements exceptionnels	374,5
Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants	0,0	<i>Dont allègement du service de la dette extérieure</i>	118,0
TOTAL	1 816,0	TOTAL	1 816,0

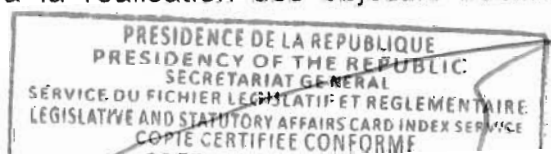
ARTICLE CINQUANTE-UNIEME (nouveau).- Au cours de l'exercice 2020, le Gouvernement est habilité à recourir à des émissions des titres publics, notamment les obligations du Trésor, pour des besoins de financement des projets de développement, pour un montant maximum de **420 milliards de francs CFA**.

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE DEUXIEME CREDITS OUVERTS

CHAPITRE PREMIER :CREDITS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE CINQUANTE-QUATRIEME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit :



(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 01 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					49 860 000	38 321 973	49 860 000	38 321 973
1	001	FORMULATION ET COORDINATION DE L' ACTION PRESIDENTIELLE	Assurer la mise en œuvre du Programme des Grandes Réalisations	niveau de suivi de la mise en œuvre des actions approuvées par le Président de la République	19 837 023	15 735 974	19 837 023	15 735 974
2	002	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	7 062 150	6 072 708	7 062 150	6 072 708
3	003	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHES	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux global de réalisation des actions budgétisées	22 960 827	16 513 291	22 960 827	16 513 291
CHAPITRE : 02 - SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE					6 938 000	5 312 317	6 938 000	5 299 324
4	016	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	764 503	556 371	764 503	556 371
5	018	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	6 173 497	4 755 946	6 173 497	4 742 953
CHAPITRE : 03 - ASSEMBLEE NATIONALE					20 682 000	20 682 000	20 682 000	20 682 000
6	032	RENFORCEMENT DU CONTROLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Contribuer à l'efficacité des politiques publiques	Taux de contrôle du Programme d'Investissement Prioritaire du Gouvernement	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000
7	033	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Degré de motivation du personnel de l'Assemblée Nationale	17 482 000	17 482 000	17 482 000	17 482 000
CHAPITRE : 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE					17 925 787	15 814 806	17 925 787	15 411 206
8	046	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Veiller à la réalisation effective d'au moins 70% de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	Taux de réalisation de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	2 002 570	1 812 062	2 002 570	1 812 062
9	047	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	satisfaire au moins 70% des responsables des services internes et rattachés aux SPM	Degré de satisfaction annuel des responsables des services internes et rattachés aux SPM	15 923 217	14 002 745	15 923 217	13 599 144
CHAPITRE : 05 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL					1 712 000	1 591 000	1 712 000	1 591 000
10	061	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du CES	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	1 524 000	1 403 000	1 524 000	1 403 000
11	062	PILOTAGE ET DEVELOPPEMENT DES ATTRIBUTIONS CONFIEES AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	Renforcer et faciliter la mise en œuvre des politiques publiques	nombre	188 000	188 000	188 000	188 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME

(En milliers de F.CFA)

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 06 - MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES					34 236 000	27 995 202	34 236 000	27 922 598
12	076	VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPERATION BILATERALE	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale	Nombre annuel d'instruments juridiques de coopération bilatérale négociés, mis en forme ou signés/suivi	16 369 169	14 095 170	16 369 169	14 095 169
13	077	REDYNAMISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	Maximiser et diversifier les opportunités à caractère sécuritaire et socio-économiques de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée	Nombre de projets et programmes à caractère sécuritaire et socio-économique mis en œuvre au Cameroun grâce à la coopération multilatérale et décentralisée	3 145 795	2 502 911	3 145 795	2 502 911
14	078	GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	Améliorer la contribution des camerounais de l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays	Niveau de participation effective des Camerounais à l'étranger à la vie politique, économique et sociale	4 601 984	3 955 460	4 601 984	3 955 460
15	079	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX	10 119 052	7 441 662	10 119 052	7 369 058
CHAPITRE : 07 - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					32 202 570	29 817 040	30 697 000	28 697 470
16	092	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens.	Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux et résidences équipés	14 376 109	13 236 451	12 870 539	12 116 881
17	093	SECURITE ET GESTION DES LIBERTES PUBLIQUES	Garantir la sécurité de l'Etat et l'exercice des libertés	Nombre rapports des activités transmis par an	5 953 350	5 853 668	5 953 350	5 853 668
18	094	DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	Renforcer la résilience face aux catastrophes	Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC)	3 691 575	3 565 535	3 691 575	3 565 535
19	095	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Administration Territoriale	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Administration Territoriale	8 181 536	7 161 386	8 181 536	7 161 386
CHAPITRE : 08 - MINISTERE DE LA JUSTICE					63 806 979	58 237 089	61 334 000	57 488 916
20	107	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR JUSTICE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère.	10 173 188	9 266 418	10 173 188	9 266 223
21	108	AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE	Améliorer l'accès et la qualité du service public de la justice.	Délais moyen de traitement des affaires	32 036 186	28 972 488	30 481 186	28 777 488
22	109	AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE	Améliorer les conditions de détention et préparer à la réinsertion sociale des détenus	Taux de couverture des besoins essentiels des détenus	21 597 605	19 998 183	20 679 626	19 445 204

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME

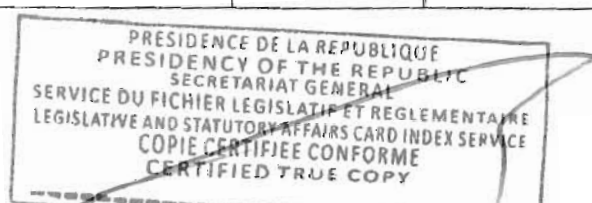
(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 09 - COUR SUPREME					12 409 725	10 863 575	5 503 000	3 956 785
23	121	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR COUR SUPREME	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels de la Cour Suprême	Taux d'exécution du budget de la Cour Suprême	10 524 049	9 423 713	3 617 324	2 516 988
24	122	CONTROLE DE LA TRANSPARENCE FINANCIERE, DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS	Contribuer à l'amélioration de la gestion des finances et la protection de la fortune publique	Taux de réalisation des contrôles programmés	1 354 586	979 658	1 354 586	979 593
25	123	CONTRIBUTION A LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT	Améliorer la gestion des contentieux judiciaire et administratif de la Cour Suprême	Taux de traitement des recours reçus	531 090	460 204	531 090	460 204
CHAPITRE : 10 - MINISTERE DES MARCHES PUBLICS					16 536 000	14 311 662	16 536 000	14 269 912
26	715	AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DU SYSTÈME DES MARCHÉS PUBLICS	Assurer le bon fonctionnement du système	Niveau de mise en place des organes du système des marchés publics	3 316 400	2 972 341	3 316 400	2 972 310
27	716	RENFORCEMENT DU CONTRÔLE EXTERNE DES MARCHÉS DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES	Veillez à l'effectivité et à l'exécution des marchés des services et approvisionnements généraux	1. taux (%) des marchés d'approvisionnement contrôlés 2. Taux (%) de marchés d'approvisionnement et services abandonnés 3. Taux (%) des marchés d'approvisionnement et services fictifs	2 840 500	2 541 486	2 840 500	2 541 486
28	717	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHÉS PUBLICS	Améliorer la performance des services	Taux (%) de réalisation des activités budgétisées	7 755 100	6 572 142	7 755 100	6 530 538
29	718	RENFORCEMENT DU CONTRÔLE EXTERNE DES MARCHÉS DES INFRASTRUCTURES	Veiller à l'effectivité et à l'exécution des marchés d'infrastructures	1. Taux de marchés contrôlés 2. Taux de marchés Abandonnés 3. Taux de marchés Fictifs	2 624 000	2 225 693	2 624 000	2 225 578
CHAPITRE : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT					5 091 000	3 921 755	5 091 000	3 921 755
30	136	RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE	Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques	Nombre d'Entités Publiques ayant internalisé les normes du contrôle interne	892 000	646 479	892 000	646 479
31	137	INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	Réduire le risque de mal gouvernance et réparer les préjudices subis par l'Etat	1. Nombre d'équipes de mission d'audit déployées par an 2. Nombre de sessions du CDBF tenues	1 861 000	1 411 847	1 861 000	1 411 847
32	138	Gouvernance et Appui institutionnel du CONSUPE	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat	Taux de mise à disposition des ressources financières	2 338 000	1 863 429	2 338 000	1 863 429

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 12 - DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE					104 798 504	96 001 500	104 486 000	95 696 099
33	151	CONSOLIDATION DE LA SECURITE PUBLIQUE	Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, les personnes et les biens	Taux de couverture sécuritaire du territoire national	22 383 661	21 562 709	22 171 799	21 357 950
34	152	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Améliorer la coordination des Services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN	73 618 597	66 349 842	73 517 955	66 249 200
35	154	RENFORCEMENT DE LA SECURITE FRONTALIERE	Maitriser les flux migratoires et renforcer la lutte contre la criminalité transfrontalière	Quantité moyenne d'actes criminels ou d'infraction transfrontaliers enregistrés	2 459 747	2 307 254	2 459 747	2 307 254
36	155	REDYNAMISATION DU SYSTEME DE RENSEIGNEMENT	Assurer la disponibilité permanente d'un renseignement intégral, complet et de qualité	Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites	6 336 499	5 781 696	6 336 499	5 781 696
CHAPITRE : 13 - MINISTERE DE LA DEFENSE					239 467 529	230 257 821	234 214 000	226 332 532
37	166	RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE DU TERRITOIRE	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et dotations (TED)	125 075 833	120 824 681	121 751 733	119 014 811
38	168	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense	44 544 499	41 348 411	44 010 097	40 730 509
39	169	PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF	9 336 214	9 128 927	9 336 214	9 128 927
40	170	PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	Taux de criminalité	60 510 983	58 955 802	59 115 956	57 458 285
CHAPITRE : 14 - MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE					5 116 798	3 895 498	5 116 798	3 895 498
41	181	CONSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE CAMEROUNAIS	Viabiliser et rentabiliser le patrimoine culturel et artistique	Nombre de biens culturels viabilisés économiquement rentable	829 500	788 189	829 500	788 189
42	182	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	Accroître la rentabilité et la compétitivité du sous-secteur	Produits culturels promus et soutenus	1 498 798	1 216 496	1 498 798	1 216 496
43	183	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ART ET CULTURE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère des arts et de la culture	2 788 500	1 890 813	2 788 500	1 890 813
CHAPITRE : 15 - MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE					235 315 394	226 015 381	235 315 394	226 015 381
44	196	DEVELOPPEMENT DU PRESCOLAIRE	Accroître le taux de Préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national	Taux Brut de Préscolarisation	14 932 358	14 413 937	14 932 358	14 413 937



(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODULÉE	CP VOTE	CP MODULÉE
45	197	UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE	Améliorer l'accès et l'achèvement du cycle primaire	186 987 256	179 564 174	186 987 256	179 564 174
			1. Pourcentage de réussite au CEP et FSLC 2. Taux d'achèvement du cycle primaire 3. Taux net d'admission au primaire				
46	198	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE	Assurer la mise en œuvre efficace des programmes	31 103 248	29 840 976	31 103 248	29 840 976
			Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels				
47	199	ALPHABETISATION	accroître la population alphabétisée	2 292 532	2 196 294	2 292 532	2 196 294
CHAPITRE : 16 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE				76 068 789	65 695 772	72 436 000	62 061 117
48	211	ENCADREMENT DU MOUVEMENT SPORTIF	Améliorer l'offre d'encadrement de la pratique des Activités Physiques et Sportives (APS) par les acteurs institutionnels	8 712 667	5 245 146	8 712 667	5 245 146
			Nombre d'encadreurs qualifiés pour 100 000 habitants				
49	212	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Doter le pays d'Infrastructures Sportives Modernes	61 558 616	54 929 572	57 925 827	51 296 783
			Nombre des infrastructures sportives construites et fonctionnelles				
50	213	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL. DANS LE SOUS-SECTEUR SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	5 797 506	5 521 054	5 797 506	5 519 188
			Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère				
CHAPITRE : 17 - MINISTERE DE LA COMMUNICATION				6 167 000	3 188 703	6 167 000	3 188 700
51	227	AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	Mettre à disposition à l'échelle nationale et internationale une information qualitative et quantitative	3 329 100	966 010	3 329 100	966 010
			proportion de la population exposée aux médias de masse				
52	228	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR COMMUNICATION	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la communication	2 837 900	2 222 693	2 837 900	2 222 690
			Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINCOM				
CHAPITRE : 18 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR				65 228 000	57 135 737	65 228 000	57 135 737
53	241	DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	7 547 916	5 426 086	7 547 916	5 426 086
			Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur				



(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
54	242	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES	Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer	1. Taux d'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi une formation dans les filières des établissements facultaires classiques 2. Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master (Nombre d'étudiants/enseignants) 3. Nombre d'étudiants pour une place assise	8 195 262	7 039 025	8 195 262	7 039 025
55	243	DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRES	Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence	Proportion de résultats de la recherche universitaire exploités sur deux (02) ans dans les secteurs prioritaires définis dans le DSCE	11 618 049	11 545 339	11 618 049	11 545 339
56	244	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Assurer un meilleur pilotage de l'enseignement supérieur	Taux d'exécution des activités budgétisées	37 866 773	33 125 287	37 866 773	33 125 287
CHAPITRE : 19 - MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE					10 902 000	7 621 995	10 902 000	7 599 901
57	259	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation.	Taux de mise en œuvre du plan d'actions ministériel	9 213 600	6 705 041	9 213 600	6 682 947
58	260	DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION	Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation	Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés	1 688 400	916 954	1 688 400	916 954
CHAPITRE : 20 - MINISTERE DES FINANCES					56 383 899	51 710 586	56 233 899	51 549 320
59	271	MOBILISATION DES RECETTES NON PETROLIERES	améliorer le niveau de recouvrement des recettes non pétrolières, créer un cadre propice au développement des affaires et protéger l'espace économique national	1. taux de recouvrement des recettes fiscales et douanières 2. taux de recouvrement des recettes fiscales et douanières	16 076 920	15 693 477	16 076 920	15 693 265
60	272	GESTION DU TRESOR PUBLIC ET SUIVI DU SECTEUR FINANCIER	Améliorer l'efficacité du Trésor public et optimiser l'utilisation des ressources mobilisées pour le financement de l'économie.	1. Délai de paiement global après service fait 2. Taux d'endettement	14 668 161	14 099 648	14 518 161	13 947 964
61	274	GESTION BUDGETAIRE DE L'ETAT	Rationaliser l'allocation des ressources pour promouvoir une gestion budgétaire performante	1. Solde budgétaire de référence 2. Ratio de soutenabilité de la masse salariale	10 289 885	8 992 181	10 289 885	8 990 278
62	275	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFI	Renforcer le pilotage stratégique des Programmes pour l'atteinte des objectifs du MINFI	Taux de réalisation du plan d'actions du MINFI	15 348 933	12 925 281	15 348 933	12 917 813

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 21 - MINISTERE DU COMMERCE					8 258 000	6 831 162	8 213 000	6 786 162
63	286	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer les investissements étrangers	Evolution des exportations des produits des filières encadrées	478 118	371 478	478 118	371 478
64	287	RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence	1. Taux d'assainissement du marché intérieur 2. Proportion de l'équité dans les transactions commerciales 3. Taux de mise en œuvre de la cartographie des marchés	3 908 316	3 235 546	3 863 316	3 190 546
65	288	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	Améliorer le cadre et les conditions de travail	taux d'efficacité des programmes	3 871 566	3 224 138	3 871 566	3 224 138
CHAPITRE : 22 - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE					63 559 000	51 176 344	63 559 000	51 175 923
66	301	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINEPAT	Taux annuel d'exécution des programmes du MINEPAT	6 383 410	4 716 977	6 383 410	4 716 557
67	302	APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Améliorer le taux de croissance de l'économie	1. Taux d'exécution du BIP 2. Taux d'investissement public	8 886 130	6 101 696	8 886 130	6 101 696
68	303	RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L' INTEGRATION REGIONALE	Améliorer l'apport des partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun.	Taux annuel de décaissement des ressources d'investissement planifiées sur financement extérieur	2 822 381	2 283 097	2 822 381	2 283 097
69	304	RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.	Disposer des stratégies de développement et de schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.	Le nombre de stratégies de développement et des schémas d'aménagement du territoire arrimés aux objectifs du DSCE.	45 467 079	38 074 574	45 467 079	38 074 574
CHAPITRE : 23 - MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS					14 442 000	9 128 888	14 392 000	9 078 888
70	317	DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DU TOURISME ET DES LOISIRS	Augmenter le réceptif en infrastructures touristiques et des loisirs	1. Nombre d'infrastructures de loisirs aménagés et mise en exploitation 2. Nombre de sites touristiques aménagés et opérationnels 3. Nombre d'hôtels construits/réhabilités et exploités	10 933 478	6 265 352	10 933 478	6 265 352

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

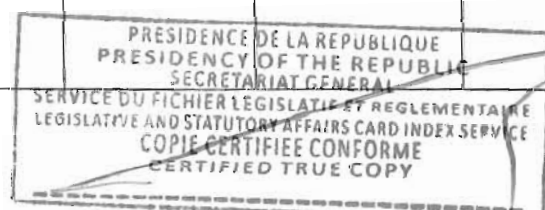
PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
71	318	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	Attirer un grand nombre de visiteurs résidents et non-résidents.	1. Nombre de visiteurs internationaux accueillis 2. Nombre de visiteurs internes ayant visité la destination Cameroun	1 277 177	1 111 134	1 277 177	1 111 134
72	320	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR TOURISME ET LOISIRS	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	2 231 345	1 752 402	2 181 345	1 702 402
CHAPITRE : 25 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES					406 225 000	392 365 890	404 935 000	392 365 890
73	331	RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition du primaire au secondaire	89 612 750	85 308 064	88 422 750	85 308 064
74	332	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages au Ministère des Enseignements Secondaires	Taux d'achèvement du premier cycle	219 641 375	213 811 458	219 641 375	213 811 458
75	333	INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (ESTP)	64 792 435	62 007 561	64 692 435	62 007 561
76	334	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC	32 178 440	31 238 808	32 178 440	31 238 808
CHAPITRE : 26 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE					23 237 646	22 749 646	23 237 646	22 749 646
77	346	EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE	Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations	Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC	7 115 750	6 815 750	7 115 750	6 815 750
78	347	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	Contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes	1. Nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique 2. Nombre de jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC et insérés dans le tissu économique	12 624 827	12 624 827	12 624 827	12 624 827
79	348	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique	3 497 069	3 309 069	3 497 069	3 309 069

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

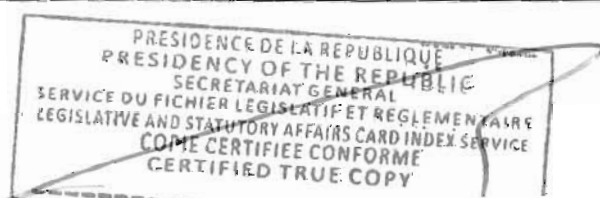
PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 27 - MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU					44 494 130	42 582 506	44 447 000	42 535 376
80	350	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	Assurer l'opérationnalisation des services du MINDEVEL	Niveau d'opérationnalisation des services du MINDEVEL	2 966 550	1 364 904	2 963 520	1 361 874
81	351	APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	Renforcer l'autonomie des Communes et rendre opérationnelles les Régions	Pourcentage du budget de l'Etat alloué aux Communes et au Régions	37 700 580	37 511 775	37 656 480	37 467 675
82	352	PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	Renforcer l'appui aux communes et aux régions dans la fourniture des services sociaux de base et veiller au développement harmonieux et équilibré du territoire national	Volume des dotations allouées annuellement aux projets prioritaires issus des PCD et des PRD	3 827 000	3 705 827	3 827 000	3 705 827
CHAPITRE : 28 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE					7 458 000	6 054 607	7 458 000	6 054 607
83	361	LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	Réduire la dégradation des terres et promouvoir les mesures de résilience, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et de protéger la biodiversité	1. % de terres restaurées dans les espaces fortement dégradés dans la zone prioritaire N°1 Région de l'Extrême – Nord (1 116 700 ha) 2. Nombre de bonnes pratiques de résilience, d'atténuation et d'adaptation mises en place ou renforcées et adoptées par les populations	2 962 174	2 839 786	2 962 174	2 839 786
84	362	GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE	Rendre opérationnel la stratégie nationale sur le développement durable	Superficie de mangroves restaurées	1 060 069	866 614	1 060 069	866 614
85	363	LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES	Réduire les pollutions et nuisances environnementales	Nombre d'installations inspectées	1 074 582	900 146	1 074 582	900 146
86	364	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de mise en œuvre des activités budgétisées du MINEPDED	2 361 175	1 448 062	2 361 175	1 448 062

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL



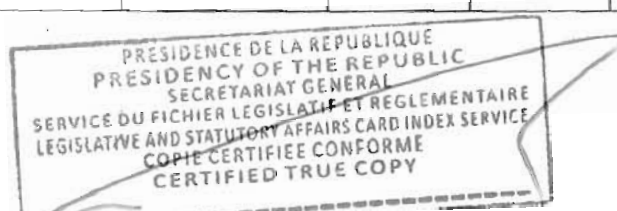
(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU					10 575 000	8 236 587	10 575 000	8 236 587
87	376	VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES ET GEOLOGIQUES	Accroître la contribution des ressources géologiques et minières hors pétrole au PIB.	1. Revenus issus de la délivrance des titres miniers. 2. Nombres de réserves minières certifiées	3 884 970	3 395 907	3 884 970	3 395 907
88	377	DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES	Transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles	Evolution de l'Indice de production industrielle des principales filières de transformation	2 549 300	1 531 695	2 549 300	1 531 695
89	378	VALORISATION DES INVENTIONS, INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	Nombre d'actifs valorisés	659 755	581 075	659 755	581 075
90	379	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINMIDT.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	3 480 975	2 727 910	3 480 975	2 727 910
CHAPITRE : 30 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT					91 896 186	73 698 302	90 851 186	72 652 206
91	391	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	24 908 060	21 349 939	23 863 060	20 303 843
92	392	AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES	Rendre les produits camerounais plus compétitifs et leur faire gagner des parts additionnelles sur les marchés sous - régionaux et internationaux,	Rendement des principales filières agricoles	23 948 610	19 147 257	23 948 610	19 147 257
93	393	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION	Améliorer les performances des facteurs fondamentaux de production et le cadre de vie en milieu rural	proportion de la production issue des exploitations modernes	42 678 336	32 884 407	42 678 336	32 884 407
94	394	GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE	Améliorer l'exploitation durable des terres arables dans le respect des contraintes environnementales	Pourcentage des superficies agricoles nationales utilisant des bonnes pratiques de la fertilité et respectant les contraintes environnementales	361 180	316 699	361 180	316 699
CHAPITRE : 31 - MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES					34 887 510	29 146 271	34 887 510	29 146 091
95	406	DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET DES INDUSTRIES ANIMALES	Accroître la production des produits et denrées d'origine animale	Quantité de produits et denrées d'origines animales produites et transformées	17 748 322	13 733 763	17 748 322	13 733 763



(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
96	407	AMELIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE DES CHEPTELS ET DE LA LUTTE CONTRE LES ZONOSSES	Réduire l'impact des maladies animales sur la productivité des cheptels et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et halieutique.	Taux de prévalence moyen des maladies animales	6 141 353	5 715 246	6 141 353	5 715 246
97	408	DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES	Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques	Quantité de produits halieutiques produits	3 342 511	2 750 970	3 342 511	2 750 970
98	409	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	7 655 324	6 946 292	7 655 324	6 946 112
CHAPITRE : 32 - MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE					245 714 923	223 854 523	244 209 500	222 844 600
99	421	OFFRE D'ENERGIE	Disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour la population et les activités économiques	Quantité d'énergie disponible pour la consommation finale (en Tep)	122 679 168	115 482 003	122 679 168	115 482 003
100	422	ACCES A L'ENERGIE	Améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie	1. Taux d'accès à l'électricité (en %) 2. Taux d'accès au gaz domestique (GPL) 3. Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique disponible à la consommation (en %)	28 766 568	24 580 591	27 936 707	23 905 730
101	423	ACCES A L'EAU POTABLE ET A L' ASSAINISSEMENT LIQUIDE	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide des ménages et des opérateurs économiques	1. Taux d'accès à l'eau potable (en %) 2. Taux d'accès à l'assainissement liquide (en %)	83 566 059	74 924 049	82 890 497	74 588 987
102	424	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Eau et de l'Energie	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Eau et de l'Energie (en %)	10 703 128	8 867 880	10 703 128	9 567 880
CHAPITRE : 33 - MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE					31 900 472	29 746 233	17 312 000	14 406 735
103	960	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR FORET ET FAUNE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités du sous-secteur	3 406 335	2 486 606	3 406 335	2 485 581
104	961	AMENAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	Gérer durablement les forêts	Recettes fiscales et parafiscales générées par la gestion durable des forêts	15 027 474	14 504 312	5 138 500	4 365 338



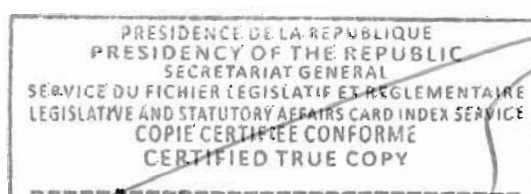
(En milliers de F.CFA)

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
105	962	SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUES ET DES AIRES PROTÉGÉES	Contribuer à l'augmentation des recettes fiscales et parafiscales du sous-secteur à travers la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées	Recettes fiscales spécifiques de la gestion du sous-secteur faune	4 210 108	3 641 601	4 210 108	3 641 601
106	963	VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses	Nombre d'emplois directs des filières bois et produits forestiers non ligneux.	9 256 555	9 113 713	4 557 057	3 914 215
CHAPITRE : 35 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION					19 734 420	19 542 318	19 319 000	19 006 898
107	452	PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT	Promouvoir l'emploi décent pour la population active	Nombre d'emplois créés et recensés par an	2 528 386	2 587 244	2 528 386	2 587 244
108	453	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle	11 424 429	11 381 785	11 424 429	11 381 785
109	454	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	5 781 605	5 573 289	5 366 185	5 037 869
CHAPITRE : 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS					486 343 036	406 334 790	459 609 000	397 751 572
110	467	CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Développer les infrastructures routières et de franchissement	1. Densité du réseau routier bitumé pour 1000 habitants 2. Pourcentage des grands projets de construction des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	307 004 328	265 697 841	299 760 852	263 001 146
111	468	REHABILITATION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Restaurer et améliorer l'état des infrastructures	1. Linéaire du réseau bitumé réhabilité 2. Pourcentage du réseau routier en bon état 3. % des grands projets de réhabilitation / entretien des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	158 753 870	127 356 143	142 299 310	122 752 833
112	469	REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES	Améliorer la qualité des études en vue d'optimiser le coût et la qualité des travaux d'infrastructures	1. % des études réalisées dans les délais et respectant l'itinéraire technique 2. % des études réalisées avec moins de 10% d'avenants	8 374 722	4 313 509	5 738 722	3 030 694

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
113	470	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES TRAVAUX PUBLICS	Rationaliser et harmoniser les interventions en vue de réaliser les résultats escomptés	Taux de réalisation des activités budgétaires	12 210 116	8 967 297	11 810 116	8 966 898
CHAPITRE : 37 - MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES					16 589 000	14 546 421	16 589 000	14 546 421
114	481	MODERNISATION DU CADASTRE	Maîtriser l'espace territorial national en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion domaniale et le climat des affaires	Taux de modernisation du cadastre	2 780 414	2 277 922	2 780 414	2 277 922
115	482	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	1. Proportion des bâtiments administratifs estampillés 2. Nombre de bâtiments administratifs réhabilités	7 836 539	7 343 693	7 836 539	7 343 693
116	483	CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	Disposer des réserves foncières en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social	1. Proportion d'hectares sécurisés 2. Proportion de parcelles produites 3. Proportion de conservations foncières informatisées	1 990 755	1 858 700	1 990 755	1 858 700
117	484	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF	3 981 292	3 066 107	3 981 292	3 066 107
CHAPITRE : 38 - MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN					153 786 289	118 121 710	146 107 835	112 018 062
118	496	DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	Rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécemment en milieu urbain	Nombre de ménage supplémentaire ayant accès à un habitat décent	44 244 778	32 049 669	42 289 231	31 800 791



(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
119	497	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Assainir et embellir l'espace urbain et asseoir une bonne gouvernance urbaine	Nombre de ménages supplémentaires ayant accès à un système d'assainissement, linéaire de drains construits, nombre de jeunes formés aux métiers urbains, nombre de stations d'épurations construites ou réhabilitées, nombre de plateformes fonctionnelles.	25 437 116	19 063 830	24 298 116	18 754 433
120	498	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)	Améliorer la mobilité urbaine	linéaire de voirie urbaine construite/réhabilitée /entretenu	75 916 270	60 668 234	71 490 583	55 281 081
121	499	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINIDU	Taux de réalisation des activités budgétisées du Programme	8 188 125	6 339 977	8 029 905	6 181 757
CHAPITRE : 39 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE					11 544 850	8 818 883	11 544 850	8 818 798
122	511	PROMOTION DE L'INITIATIVE PRIVEE ET AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PME	Densifier et garantir la compétitivité du tissu des PME camerounaises	1. Proportion de PME mises à niveau 2. Taux d'accroissement du chiffre d'affaires des PME mises à niveau 3. Taux d'accroissement des PME	5 137 716	3 626 581	5 137 716	3 626 581
123	513	PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	Organiser les secteurs de l'Economie Sociale et de l'artisanat et améliorer leurs performances.	Nombre d'Organisation de l'Economie Sociale et des artisans mis à niveau	4 077 308	3 573 682	4 077 308	3 573 682
124	514	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINPMEESA.	Niveau de réalisation des programmes du MINPMEESA.	2 329 826	1 618 619	2 329 826	1 618 535

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 40 - MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE					217 427 558	190 008 619	213 651 000	188 815 291
125	527	PREVENTION DE LA MALADIE	Améliorer la couverture des interventions de prévention de la maladie	1. Taux de couverture vaccinale en PENTA 3 2. Pourcentage des ménages ayant accès /possédant au moins une MILDA 3. Pourcentage des femmes enceintes infectées par le VIH recevant un traitement ARV (pour réduire la TME pendant la grossesse et l'accouchement au cours des 12 derniers mois)	46 717 092	37 520 599	46 717 092	37 520 599
126	528	PROMOTION DE LA SANTE	Agir sur les déterminants de la santé et donner aux individus les moyens de maîtriser et d'améliorer leur état de santé	1. Taux de malnutrition aigu global chez les enfants de moins de 5 ans 2. Pourcentage des DS menant la promotion de l'utilisation des latrines	11 241 463	11 027 155	11 241 463	11 027 155
127	530	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SECTEUR SANTE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes Opérationnels du MINSANTE	1. Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINSANTE 2. Pourcentage de structures sanitaires publiques disposant d'au moins 50 % de personnels selon les normes.	43 519 011	40 795 884	42 479 011	40 355 884
128	531	PRISE EN CHARGE DES CAS	Réduire la létalité hospitalière et communautaire des maladies prioritaires transmissibles, non-transmissibles, ainsi que la mortalité maternelle et infanto-juvénile	1. Taux de mortalité péri opératoire dans les hôpitaux de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories 2. Pourcentage des patients mis sous TARV 3. Taux d'accouchement assisté au sein d'une FOSA	115 949 993	100 664 981	113 213 434	99 911 653
CHAPITRE : 41 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE					5 360 000	5 085 000	5 360 000	5 085 000
129	541	PROMOTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE	Améliorer la couverture et le fonctionnement du système de sécurité sociale en vigueur au Cameroun	Proportion de la population active intégrée dans le système de sécurité sociale en vigueur	352 328	352 328	352 328	352 328
130	542	AMELIORATION DE LA PROTECTION DU TRAVAIL	Promouvoir le travail décent dans tous les secteurs d'activité	Proportion des travailleurs dont les entreprises appliquent les principes du travail décent	2 020 161	1 870 161	2 020 161	1 870 161
131	543	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS	2 987 511	2 862 511	2 987 511	2 862 511

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 42 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES					10 426 541	9 798 932	10 426 000	9 798 391
132	557	PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES SOCIALEMENT VULNERABLES	Renforcer la protection sociale des Personnes Socialement Vulnérables	Nombre de Personnes Socialement Vulnérables bénéficiaires des mesures de protection en milieu institutionnel public et privé	3 428 880	3 000 411	3 428 880	3 000 411
133	559	SOLIDARITE NATIONALE ET JUSTICE SOCIALE	Assurer la réinsertion sociale et économique des personnes socialement vulnérables.	Nombre de personnes vulnérables socialement insérées ou réinsérées et économiquement autonomes.	3 102 850	3 096 823	3 102 850	3 096 823
134	570	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINAS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS	3 894 811	3 701 698	3 894 270	3 701 157
CHAPITRE : 43 - MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA					8 380 000	7 348 726	8 380 000	7 348 726
135	573	DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT	contribuer au développement et au renforcement de la stabilité de la famille	nombre de familles bénéficiaires de séances d'éducation pré-nuptiale, matrimoniale et familiale et de sensibilisation sur les droits de l'enfant.	1 294 839	1 213 887	1 294 839	1 213 887
136	574	APPUI INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE	renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles	Taux de réalisation des activités budgétisées	2 860 411	2 320 799	2 860 411	2 320 799
137	575	PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE	Contribuer à l'amélioration de la situation de la femme dans tous les secteurs de la vie nationale	Taux de représentation des femmes dans les postes de prise de décision	4 224 751	3 814 039	4 224 751	3 814 039
CHAPITRE : 45 - MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS					39 193 000	24 896 140	39 193 000	24 896 112
138	586	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	Etendre et optimiser le réseau postal national	1. Nombre de points de contacts postaux fonctionnels 2. Nombre de points de contacts postaux ayant une connexion internet haut débit	1 635 928	1 577 529	1 635 928	1 577 529
139	587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET TIC	Accroître l'accès qualitatif, quantitatif et à moindre coût aux services de communications électroniques sur l'ensemble du territoire national	Indice de développement des TIC	34 265 186	20 751 785	34 265 186	20 751 785
140	588	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Améliorer le cadre de travail de l'Administration et les performances du service public	Taux de réalisation du plan d'actions du Ministère	3 291 886	2 566 826	3 291 886	2 566 798

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 46 - MINISTERE DES TRANSPORTS					13 918 000	10 713 031	13 918 000	10 713 000
141	602	AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT	Améliorer le système de sûreté et de sécurité des différents modes de transports	1. taux de réduction du nombre d'accidents sur les routes 2. pourcentage d'infrastructures certifiées	1 643 086	1 444 268	1 643 086	1 444 268
142	603	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRANSPORT	Soutenir la conduite de la politique des transports	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère des Transports	2 524 914	1 914 839	2 524 914	1 914 808
143	604	DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DU RESEAU METEOROLOGIQUE NATIONAL	Produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socioéconomiques	1. Nombre d'ingénieurs, techniciens et agents formés 2. Taux de production de l'information météorologique sur le territoire national	1 011 850	872 751	1 011 850	872 751
144	607	DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	Améliorer les conditions et coûts de transport, et accroître la mobilité	1. Volume de trafic fret (million de tonnes) 2. Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites	8 738 150	6 481 173	8 738 150	6 481 173
CHAPITRE : 48 - COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE					5 000 000	3 966 000	5 000 000	3 966 000
145	756	Désarmement et démobilisation	Désarmer et démobiliser les ex-combattants		1 059 700	611 456	1 059 700	611 456
146	757	REINTEGRATION	Réintégrer les ex-combattants	Taux d'ex-combattants réintégrés	1 616 000	1 561 695	1 616 000	1 561 695
147	758	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la commission	2 324 300	1 792 849	2 324 300	1 792 849
CHAPITRE : 49 - CONSEIL CONSTITUTIONNEL					3 244 000	3 102 500	3 244 000	3 102 500
148	720	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel	Taux de réalisation des activités au sein du Conseil Constitutionnel	3 244 000	3 102 500	3 244 000	3 102 500
CHAPITRE : 50 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME					16 431 000	14 719 389	11 623 000	9 331 757
149	616	AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT	Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat.	Nombre d'Administrations disposant et utilisant les outils de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	6 856 200	6 601 757	2 356 200	1 528 257
150	617	APPROFONDISSEMENT DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Contribuer à accroître la performance des services publics.	Niveau d'implémentation de la réforme administrative	485 500	330 732	485 500	330 732
151	618	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Améliorer la coordination des Services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINFOPRA.	Taux de réalisation des activités budgétisées	9 089 300	7 786 901	8 781 300	7 472 768

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 51 - ELECTIONS CAMEROON					11 478 000	11 478 000	10 683 000	10 683 000
152	631	COORDINATION ET PILOTAGE DES ELECTIONS AU CAMEROUN	Organiser, gérer et superviser le processus électoral et référendaire	Pourcentage (%) des bureaux de vote opérationnels le jour du scrutin	11 478 000	11 478 000	10 683 000	10 683 000
CHAPITRE : 52 - COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES					1 046 000	702 704	1 046 000	702 704
153	646	COORDINATION ET PILOTAGE DE LA CNDHL	Assurer le respect des droits des citoyens	Nombre d'interventions de la CNDHL	1 046 000	702 704	1 046 000	702 704
CHAPITRE : 53 - SENAT					15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
154	718	Gouvernance et appui institutionnel du Sénat	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux global de réalisation des actions programmées	15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
CHAPITRE : 54 - COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU					2 980 000	2 920 000	2 980 000	2 920 000
155	731	PROMOTION DU BILINGUISME	Promouvoir le bilinguisme sur l'ensemble du territoire national	Niveau de pratique du bilinguisme au Cameroun	176 000	176 000	176 000	176 000
156	732	PROMOTION DU MULTICULTURALISME	Promouvoir le multiculturalisme et le vivre ensemble sur le territoire national	Nombre d'événements multiculturels Nombre de dénonciations	160 000	160 000	160 000	160 000
157	735	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Commission	2 644 000	2 584 000	2 644 000	2 584 000
CHAPITRE : 55 - PENSIONS					222 686 000	222 686 000	222 686 000	222 686 000
158	661	PENSIONS	Assurer le paiement des allocations de retraite	Taux de paiement	222 686 000	222 686 000	222 686 000	222 686 000
CHAPITRE : 56 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE					472 200 000	374 000 000	472 200 000	374 000 000
159	667	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs	Taux de paiement	472 200 000	374 000 000	472 200 000	374 000 000
CHAPITRE : 57 - DETTE PUBLIQUE INTERIEURE					539 720 000	539 720 000	539 720 000	539 720 000
160	673	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents	Taux de paiement	539 720 000	539 720 000	539 720 000	539 720 000
CHAPITRE : 60 - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS					267 242 000	197 742 000	267 242 000	197 742 000
161	679	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics	Taux de réalisation des contributions attendu	267 242 000	197 742 000	267 242 000	197 742 000
CHAPITRE : 65 - DEPENSES COMMUNES					294 739 101	272 817 883	294 739 101	272 817 883
162	685	DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT	Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement	Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement	294 739 101	272 817 883	294 739 101	272 817 883

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de F.CFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
CHAPITRE : 92 - PARTICIPATIONS					30 000 000	19 288 000	30 000 000	19 288 000
163	697	PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES	Couvrir les prises de participation de l'Etat	Taux de couverture des participations attendues de l'Etat	30 000 000	19 288 000	30 000 000	19 288 000
CHAPITRE : 93 - REHABILITATION/RESTRUCTURATION					15 900 000	8 823 992	15 900 000	8 823 992
164	703	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat	Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées	15 900 000	8 823 992	15 900 000	8 823 992
CHAPITRE : 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS					102 686 494	92 232 831	102 686 494	92 232 831
165	709	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement	Taux de couverture des charges non réparties en investissement	102 686 494	92 232 831	102 686 494	92 232 831
CHAPITRE : 95 - REPORT					8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
166	715	PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS	Gérer efficacement les crédits reportés	taux de couverture des reports	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
TOTAL 2020					5 034 713 132	4 466 848 371	4 951 700 000	4 409 047 000

ARTICLE CINQUANTE-CINQUIEME (nouveau).- Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit :

(En millions de FCFA)

CHAPITRE		BF			BIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	42 360	-10 038	32 322	7 500	-1 500	6 000	49 860	-11 538	38 322
02	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	5 838	-1 473	4 365	1 100	-166	934	6 938	-1 639	5 299
03	ASSEMBLEE NATIONALE	17 482	0	17 482	3 200	0	3 200	20 682	0	20 682
04	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	12 962	-1 825	11 137	4 964	-690	4 274	17 926	-2 515	15 411
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 212	-121	1 091	500	0	500	1 712	-121	1 591
06	MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	31 236	-5 543	25 693	3 000	-770	2 230	34 236	-6 313	27 923
07	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	28 497	-1 374	27 123	2 200	-626	1 574	30 697	-2 000	28 697
08	MINISTERE DE LA JUSTICE	55 834	-2 740	53 094	5 500	-1 105	4 395	61 334	-3 845	57 489
09	COUR SUPREME	4 003	-1 108	2 895	1 500	-438	1 062	5 503	-1 546	3 957
10	MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	15 236	-2 021	13 215	1 300	-245	1 055	16 536	-2 266	14 270
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 591	-1 109	3 482	500	-60	440	5 091	-1 169	3 922
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	87 486	-7 898	79 588	17 000	-892	16 108	104 486	-8 790	95 696
13	MINISTERE DE LA DEFENSE	228 714	-6 145	222 569	5 500	-1 736	3 764	234 214	-7 881	226 333

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(En millions de FCFA)

CHAPITRE		BF			BIP			(En millions de l'GFA) TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE
14	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	3 841	-778	3 063	1 276	-444	832	5 117	-1 221	3 895
15	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	205 629	-7 000	198 629	29 686	-2 300	27 386	235 315	-9 300	226 015
16	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	16 943	-3 288	13 655	55 493	-7 087	48 406	72 436	-10 375	62 061
17	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	3 167	-643	2 524	3 000	-2 335	665	6 167	-2 978	3 189
18	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	50 728	-2 076	48 652	14 500	-6 017	8 483	65 228	-8 092	57 136
19	MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	7 902	-1 446	6 456	3 000	-1 856	1 144	10 902	-3 302	7 600
20	MINISTERE DES FINANCES	52 734	-3 910	48 824	3 500	-775	2 725	56 234	-4 685	51 549
21	MINISTERE DU COMMERCE	6 513	-822	5 691	1 700	-605	1 095	8 213	-1 427	6 786
22	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	16 645	-3 677	12 968	46 914	-8 706	38 208	63 559	-12 383	51 176
23	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	3 692	-634	3 058	10 700	-4 680	6 020	14 392	-5 313	9 079
25	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	388 726	-11 000	377 726	16 209	-1 569	14 640	404 935	-12 569	392 366
26	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	13 184	0	13 184	10 054	-488	9 566	23 238	-488	22 750
27	MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	4 347	-812	3 535	40 100	-1 100	39 000	44 447	-1 912	42 535
28	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	4 158	-847	3 311	3 300	-557	2 743	7 458	-1 403	6 055
29	MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	5 725	-1 115	4 610	4 850	-1 223	3 627	10 575	-2 338	8 237
30	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	32 682	-5 050	27 632	58 169	-13 149	45 020	90 851	-18 199	72 652
31	MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	14 191	-1 589	12 602	20 697	-4 152	16 544	34 888	-5 741	29 146
32	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	5 429	-900	4 529	238 780	-20 464	218 316	244 210	-21 365	222 845
33	MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	11 592	-1 945	9 647	5 720	-960	4 760	17 312	-2 905	14 407
35	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	12 435	242	12 677	6 884	-554	6 330	19 319	-312	19 007
36	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	52 988	-12 503	40 485	406 621	-49 354	357 267	459 609	-61 857	397 752
37	MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	13 908	-1 136	12 772	2 681	-907	1 774	16 589	-2 043	14 546
38	MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	11 267	-1 810	9 457	134 841	-32 280	102 561	146 108	-34 090	112 018

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En millions de FCFA)

CHAPITRE		BF			BIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE
39	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	6 807	-1 438	5 369	4 738	-1 288	3 450	11 545	-2 726	8 819
40	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	108 882	-764	108 118	104 769	-24 072	80 698	213 651	-24 836	188 815
41	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	4 760	0	4 760	600	-275	325	5 360	-275	5 085
42	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	7 264	-20	7 244	3 162	-608	2 554	10 426	-628	9 798
43	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	6 934	-645	6 289	1 446	-386	1 060	8 380	-1 031	7 349
45	MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	5 273	-580	4 693	33 920	-13 716	20 204	39 193	-14 297	24 896
46	MINISTERE DES TRANSPORTS	4 418	-478	3 940	9 500	-2 727	6 773	13 918	-3 205	10 713
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	3 000	-1 034	1 966	2 000	0	2 000	5 000	-1 034	3 966
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 744	0	2 744	500	-142	358	3 244	-142	3 102
50	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	9 623	-1 718	7 905	2 000	-574	1 426	11 623	-2 291	9 332
51	ELECTIONS CAMEROON	10 083	0	10 083	600	0	600	10 683	0	10 683
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	796	-222	574	250	-121	129	1 046	-343	703
53	SENAT	11 962	0	11 962	3 200	0	3 200	15 162	0	15 162
54	COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	2 380	0	2 380	600	-60	540	2 980	-60	2 920
95	REPORT	0	0	0	8 000	0	8 000	8 000	0	8 000
CHAPITRES ORGANISMES		1 658 803	-111 032	1 547 771	1 347 724	-213 758	1 133 965	3 006 526	-324 790	2 681 736
55	PENSIONS	222 686	0	222 686				222 686	0	222 686
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	267 242	-69 500	197 742				267 242	-69 500	197 742
65	DEPENSES COMMUNES	294 739	-21 921	272 818				294 739	-21 921	272 818
CHAPITRES COMMUNS		784 667	-91 421	693 246				784 667	-91 421	693 246
TOTAL DEPENSES COURANTES (A)		2 443 470	-202 453	2 241 017	1 347 724	-213 759	1 133 965	3 791 194	-416 211	3 374 982

56	DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	472 200	-98 200	374 000				472 200	-98 200	374 000
57	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	539 720	0	539 720				539 720	0	539 720
TOTAL SERVICES DE LA DETTE (B)		1 011 920	-98 200	913 720				1 011 920	-98 200	913 720

92	PARTICIPATIONS				30 000	-10 712	19 288	30 000	-10 712	19 288
----	----------------	--	--	--	--------	---------	--------	--------	---------	--------

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En millions de FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL		
	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
93	REHABILITATION/RESTRUCTURATION			15 900	-7 076	8 824	15 900	-7 076	8 824
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS			102 686	-10 454	92 233	102 686	-10 454	92 233
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL (C)				148 586	-28 242	120 345	148 586	-28 242	120 345

TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT (A+B+C)	3 455 390	-300 653	3 154 737	1 496 310	-242 000	1 254 310	4 951 700	-542 653	4 409 047
--	-----------	----------	-----------	-----------	----------	-----------	-----------	----------	-----------

CHAPITRE DEUXIEME

CREDITS DES COMPTES SPECIAUX

ARTICLE CINQUANTE-SIXIEME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des comptes spéciaux ouverts sur les programmes pour l'exercice 2020 sont fixés comme suit :

(Unité: milliers FCFA)

PROGRAMMES		AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
CODE	LIBELLE DU PROGRAMME				
Compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
181	CONSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE CAMEROUNAIS	244 000	244 000	244 000	244 000
182	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	756 000	756 000	756 000	756 000
			0		
Compte d'affectation spéciale pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
318	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
			0		
Fonds Spécial de Protection de la Faune		500 000	500 000	500 000	500 000
962	SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUE ET DES AIRES PROTÉGÉES	500 000	500 000	500 000	500 000
			0		
Compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement		500 000	500 000	500 000	500 000
423	ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	500 000	500 000	500 000	500 000
			0		
Fonds spécial de développement forestier		3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
961	AMENAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
963	VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES	500 000	500 000	500 000	500 000
			0		

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
SERVICE DU FICHIER LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIÉE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité: milliers FCFA)

PROGRAMMES		AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
Fonds National de l'Environnement et du Développement durable		1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
361	LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	209 900	209 900	209 900	209 900
362	GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ	454 220	454 220	454 220	454 220
363	LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES	535 880	535 880	535 880	535 880
			0		
Fonds spécial pour le développement des télécommunications		30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
			0		
Fonds spécial des activités de sécurité électronique		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
			0		
Compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
586	DENSIFICATION DU RÉSEAU ET AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
			0		
Compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport		4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
602	AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Fonds Spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale			180 000 000	0	180 000 000
971	RENFORCEMENT DU SYSTÈME SANITAIRE		58 700 000		58 700 000
972	RESILIENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE		98 700 000		98 700 000
973	RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION		8 100 000		8 100 000
974	RESILIENCE SOCIALE		14 500 000		14 500 000
TOTAL DES DEPENSES DES CAS		43 700 000	223 700 000	43 700 000	223 700 000

TITRE TROISIEME **DISPOSITIONS SPECIALES**

DEUXIEME PARTIE **AUTRES DISPOSITIONS SPECIALES**

ARTICLE CINQUANTE-SEPTIEME (bis).- (1) Les dispositions de l'article 47, alinéa 2 de la loi du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques, concernant le plafonnement à 10% des versements du budget général au profit d'un Compte d'Affectation Spéciale, ne s'appliquent pas au Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(2) Les dispositions de l'article 45 de la loi du 11 juillet 2018 susvisée, concernant l'interdiction d'imputer directement à un compte d'affectation spéciale des dépenses de salaires, traitements, indemnités et allocations de toute nature, ne s'appliquent pas au Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales.

ARTICLE CINQUANTE-SEPTIEME (ter).- (1) L'utilisation des ressources du Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales est soumise à l'application stricte des règles de transparence, ainsi que des procédures et contrôles budgétaires prévues par la loi du 11 juillet 2018 susvisée et la loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun.

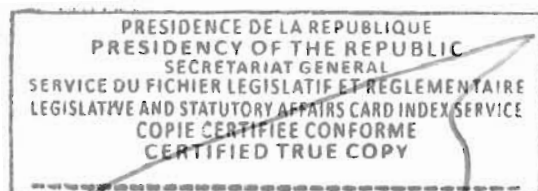
(2) Un rapport semestriel sur les dépenses liées au coronavirus, ainsi que les documents relatifs aux résultats d'attribution des marchés passés dans le cadre de ces dépenses sont publiés.

(3) Un audit indépendant de l'utilisation des ressources du Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales sera réalisé à la fin de l'exercice 2020, et les résultats de cet audit rendus publics.

(4) Les règles de gestion applicables au Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales, pour permettre l'exécution diligente et transparente des opérations de ce fonds, sont précisées dans un texte pris par le Ministre en charge des finances. »

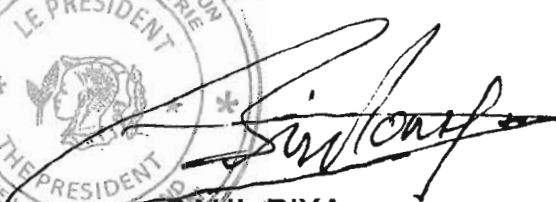
Le reste sans changement.

ARTICLE 2.- La présente ordonnance sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais. /-



YAOUNDE, LE 03 JUIN 2020

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,



PAUL BIYA